Déclaration de Mme Nathalie Loiseau, ministre des affaires européennes, en réponse à une question sur la liberté de la presse et sur la situation en Syrie, à l'Assemblée nationale le 10 octobre 2018.

2018-10-10

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

La situation de M. Khashoggi est effectivement une préoccupation pour la France, comme la situation de tous ceux à travers le monde, qui défendent la liberté de la presse.

Hier encore, ici-même dans cet hémicycle, je parlais des journalistes qui, en Europe depuis une année, ont été assassinés pour des raisons dont, au moins pour deux d'entre eux, il y a fort à penser que c'était lié à leur situation professionnelle.

À chaque fois que la liberté de la presse est menacée quelque part dans le monde, la France s'exprime et la France agit.

Mais vous avez lié votre question à la situation de la Syrie et à celle du Proche-Orient. Vous l'avez dit, à Idlib, nous sommes face à une situation fragile. Un accord est intervenu entre les Russes et les Turcs qui a permis d'éviter le pire, une catastrophe humanitaire, des millions de réfugiés supplémentaires, et vous l'avez dit également, le départ désordonné de milliers de djihadistes parmi les plus déterminés, dont certains sont français.

Cet accord à Idlib a montré que la diplomatie pouvait l'emporter sur le fait militaire, et dans les efforts diplomatiques, la France a été extrêmement active : auprès des Russes pour les appeler à la responsabilité, auprès des Turcs avec lesquels, certes nous avons des divergences mais qui sont en première ligne pour traiter de ce qui se passe dans la région, parce qu'ils sont directement concernés. Cet accord à Idlib, il n'y a aucune raison de se reposer dessus, parce qu'il est fragile, la situation est seulement gelée jusqu'à mi-octobre, c'est-à-dire jusqu'à demain. Et nous le savons, Bachar al-Assad n'a jamais fait mystère de son objectif de reconquérir toute la Syrie.

Nos efforts diplomatiques nous les déployons, Jean-Yves Le Drian était à New York pour réunir tous les acteurs autour de ce sujet.

Nous avons aussi dit que nous prendrions à nouveau nos responsabilités si jamais l'arme chimique devait être utilisée. Nous agissons, nous nous exprimons, nous sommes présents.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 octobre 2018

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/206879-declaration-de-mme-nathalie-loiseau-ministre-des-affaires-europeennes